N° 184
18 Avril 2021

KOMITÉ POPILÈ

jik an bout!

Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | *cncpmartinique@gmail.com*

EDITORIAL

LES ÉLECTIONS APPROCHENT, LE SPECTACLE A RECOMMENCÉ

Les déclarations de candidature aux élections prévues en Juin se succèdent. Des personnalités, plus ou moins représentatives, briguant la Présidence de la Collectivité Territoriale de Martinique justifient leur prétention à conduire une liste : Face au marasme économique et social, ils sont porteurs des solutions !
Ils ont été "sollicités" ! Leurs adversaires ont failli ou sont carrément nuisibles ! Le pays a besoin de "rassemblement", de "dépassement des clivages", "d'unité" ! Bref : Tout le monde il est beau ! Tout le monde il est gentil ! Sauf que derrière les belles intentions affichées et les promesses mirifiques, le débat essentiel continue d'être perverti par des pratiques tristement politiciennes.

Ce constat ne vise absolument pas à défendre la thèse du "Tous pourris" et à jeter l'opprobe de façon indifférenciée sur la dite "classe politique". Au contraire, il s'agit de contrecarrer la manoeuvre des classes dominantes visant à détourner les classes opprimées du débat politique et de la lutte idéologique. Le personnel et les partis politiques qui sont au service du système dominant savent pertinemment qu'ils continueront à sévir malgré le rejet de la politique qui se manifeste dans la population. Ils savent surtout qu'en détournant les masses populaires de la politique, ils feront barrage aux partis défendant des idéaux révolutionnaires, à ceux qui se battent pour

renverser le système et pour construire une société solidaire, équitable, respectant l'environnement et l'intérêt des générations futures. De fait, le travail des militants de ces mouvements politiques là qui, eux, ne sont pas pourris, s'en trouve rendu plus difficile, tandis que ceux qui défendent le système continuent à patauger allègrement dans leur bain de promesses démagogiques, de retournement de veste et de corruption. Il s'agit donc pour nous de montrer qu'au-delà des échéances électorales à répétition au moyen desquelles les classes dominantes cadenassent la vie politique dans un tempo imposé et entretiennent l'illusion que la population est "démocratiquement" représentée, la lutte politique contre le système est indispensable à l'émancipation des peuples. Aussi, il n'est pas question de fermer les yeux sur les enjeux relatifs aux élections, mais au contraire de scruter ceux-ci pour déterminer des positions profitables à notre combat.

A cet égard, l'aventure du "Gran Sanblé Pou Ba PéYi-a an Chans" qui s'était constitué pour prendre la direction de la CTM en 2015 est riche en leçons. Les "Patriotes" qui en étaient à l'initiative ont obtenu que la droite, moribonde à l'époque, soit ressuscitée et que soit gelée la question de l'évolution statutaire. Au bout du compte, l'alliance qui s'était conclue (entre deux-tours) a volé en éclat et le pays est plus "ankayé" que jamais! Les principaux adversaires participant au jeu de l'alternance continuent à s'écharper sur le "bilan" ou l'appréciation de la "gestion" et à se diaboliser réciproquement. Mais qu'en est-il du problème politique de fond? Lequel d'entre eux remet en cause le libéralisme économique? Lequel dénonce la soumission de notre pays à la logique impérialiste de l'Union Européenne et met en garde quant au caractère pernicieux des subventions de celle-ci ?

L'actuelle crise sanitaire qui nous frappe a prouvé la nature criminelle des politiques libérales de sabotage des services publics de santé et d'éducation, le caractère irrationnel des voies de « développement » extraverti dans lesquelles on nous maintient (spéculation du tourisme et monoculture coloniale notamment) s'est confirmé. Le comportement scandaleux de l'État Français et des grands propriétaires responsables du crime d'empoisonnement indique qu'ils n'ont pas l'intention d'endosser leur responsabilité. Au contraire, les dernières années ont vu se renforcer la répression policière et judiciaire contre tous ceux et toutes celles qui se dressent contre la domination politique, économique et culturelle dont notre Peuple est victime.

Ainsi donc, la fièvre électorale ne saurait nous détourner de notre principale préoccupation : Unir notre Peuple pour avancer sur la voie de la souveraineté et d'un développement auto-centré. Tout « rassemblement » ou toute « alliance » qui ne se donnerait pas ses objectifs là et qui ne viserait qu'à gagner des élections, serait une mystification.

PAWOL FONDOK

" Mon bon Monsieur, Apprenez que tout flatteur
vit aux dépens de celui qui l'écoute :
Cette leçon vaut bien un fromage, sans doute. "

Morale d'une fable de Jean de la Fontaine.

DÉCOLONISONS L'ÉCOLOGIE : UN DOCUMENTAIRE A VOIR ABSOLUMENT !

C'est un véritable coup de poing que ce documentaire réalisé par 3 jeunes militant.e.s. Pendant 1 h 40, il nous fait découvrir la réalité coloniale crue qui est celle de la Martinique. En attendant que vous le découvriez, Jik An Bout a demandé à Cannelle Fourdrinier de nous en parler.

Jik An Bout : Peux-tu présenter l'équipe qui a réalisé le documentaire ?

C.F. : Nous sommes trois co-réalisateur.ice.s : Jérémy, d'origine martiniquaise, est un militant libertaire, anti-colonialiste et écologiste; Annabelle, d'origine réunionnaise, est vidéaste et militante afroféministe et écologiste; et Cannelle, d'origine martiniquaise est une militante libertaire, anti-colonialiste, afroféministe et écologiste, membre du Collectif des ouvriers et ouvrières empoisonnés.es par les Pesticides.
Le montage et les animations du documentaire ont été réalisés par Noémie Dijon.
Le mixage post-prod et les voix off ont été réalisés et enregistrés par François, de Minuit Studio.
Nous nous sommes tou.te.s rencontré.e.s en ligne, via le réseau social Instagram.
Aussi est-il essentiel de noter que ce documentaire a été réalisé en étroite collaboration avec le COAADEP, sans qui, ce projet ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. Il est ici question d'un projet se situant au carrefour de l'amitié et du militantisme.

Jik An Bout : Qu'est-ce qui vous a motivé à le réaliser?

C.F. : Jérémy, Annabelle et moi-même nous sommes rencontré.e.s en ligne, et, partant du constat que les afro-descendant.e.s et, de façon plus large, les personnes racisées étaient (et sont toujours) sous représentées, même silenciées au sein du mouvement écologiste mainstream, nous avions à coeur d'unir nos forces en vue de dénoncer et de contrer cette silenciation. C'est en mars 2020, que nous nous lancions dans ce projet militant.
Les personnes racisées sont les premières concernées par la crise capitaliste, aux impacts environnementaux, sanitaires et sociaux, et pourtant, celles-ci sont invisibilisées dans les instances de décisions, de construction des stratégies de lutte et de production des enseignements. C'est pourquoi, nous avons écouté et appris de celles et ceux qui, depuis la Caraïbe, et notamment en Martinique, sont les mieux placé.e.s pour apporter des solutions radicales à ce système colonial, capitaliste, écocidaire, génocidaire.

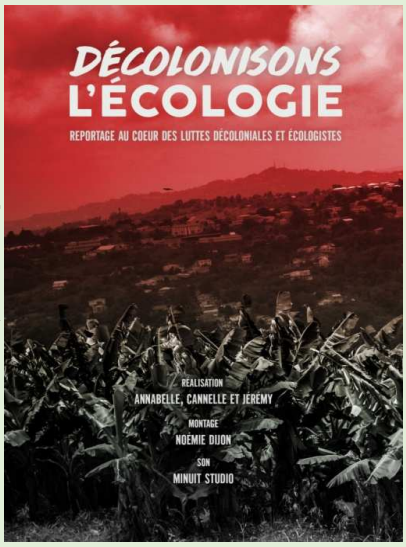
Par ailleurs, les documentaires et les articles de presse traitant de la contamination de nos îles martiniquaises et guadeloupéennes au chlordécone ne se comptent plus, mais tous ou presque tiennent un discours larmoyant et fataliste dont nous souhaitions nous émanciper afin d'offrir des perspectives de résilience et de lutte contre le système ayant permis à ce scandale d'advenir. Enfin, nous souhaitions mettre au jour les rouages dudit système et repolitiser le débat autour de l'empoisonnement de nos peuples aux pesticides, et pas uniquement au chlordécone.

Jik An Bout : Comment le projet a-t-il été financé?

C.F. : Ce projet que nous désirions indépendant a été exclusivement financé par nos communautés instragam respectives, via la plateforme de financement participatif KissKiss BankBank. Il s'agit d'un documentaire à petit budget, réalisé avec un peu plus de 13 000 euros.

Jik An Bout : Comment la distribution sera-t-elle organisée?

C.F. : Nos camarades du Collectif des ouvrier.e.s agricoles empoisonné.e.s par les pesticides organiseront des projections populaires en Martinique, au même titre que des organisations caraïbéennes dans la Caraïbe. Dans un second temps, et nous l'espérons, rapidement, nous organiserons des projections en France et en Belgique lorsque la situation sanitaire (ou plutôt sécuritaire) le permettra. Et enfin, il sera disponible sur YouTube en vue de permettre son accès au plus grand nombre. Aussi, nous l'avons inscrit à plusieurs festivals de films documentaires, en France, mais encore en Belgique.



FOK SAV SA

■ CRIMES DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE !

Oui ! Le 3 janvier dernier, l'armée française a bien tué 19 civils réunis pour un marriage dans le village de Bounti au Mali : C'est ce que permet d'établir un rapport de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma).
Oui! La France a une responsabilité dans le génocide de 1994 - qui a coûté la vie à près d'un million de personnes au Rwanda - au vu du rapport de la commission d'historiens présidée par Vincent Duclert remis à Emmanuel Macron le 26 mars 2021.

* Les enquêteurs de la Minusma, qui ont eu des entretiens directs avec au moins 115 personnes, presque autant d'entretiens téléphoniques ainsi que des rencontres avec des groupes de villageois, ont confirmé qu'un mariage était célébré le 3 janvier dans le village bombardé. Selon le rapport, une centaine de civils se trouvait sur les lieux et, parmi eux, cinq personnes armées, membres présumés de Katima Serma, une alliance djihadiste. La MINUSMA recommande aux autorités Maliennes et françaises de "diligenter une enquête indépendante, crédible et transparente", de "chercher à établir les responsabilités" et "d'octroyer le cas échéant une réparation aux victimes et à leurs proches".

Le document de l'ONU a été rédigé à partir des investigations de la Division des droits de l'homme de la MINUSMA appuyée par la police scientifique des Nations unies. Mais, "Paris" conteste ! Florence Parly, la ministre des armées, persiste à nier toute bavure et à prétendre que c'est un groupe terroriste clairement identifié qui a été ciblé ! L'armée française n'en est pas à sa première ignominie. En tout état de cause, la présence militaire de la France au Mali n'a pas pour principal but de lutter contre le terrorisme. Elle vise à préserver ses intérêts économiques dans le pays et ses objectifs stratégiques dans la région.

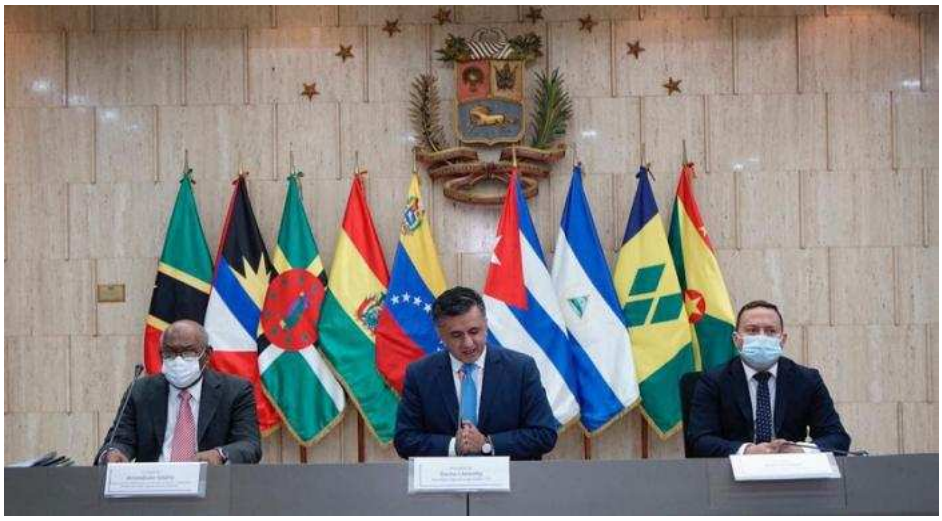
François Mitterrand avec le dictateur rwandais Juvenal Habyarimana.

* **Même si la commission d'historiens qui avait reçu mission de faire la lumière sur le rôle de la France dans le génocide du Rwanda n'a pas eu accès à l'intégralité des pièces du dossier, son rapport établit "les responsabilités lourdes et accablantes" de celle-ci. Citons un extrait d'un article du journal "le Monde" qui a eu accès au rapport :** ***" La France s'est néanmoins longuement investie au côté d'un régime qui encourageait des massacres racistes. Elle est demeurée aveugle face à la préparation d'un génocide par les éléments les plus radicaux de ce régime. Elle a adopté un schéma binaire opposant d'une part l'ami hutu incarné par le président Habyarimana, et de l'autre l'ennemi qualifié d'« ougando-tutsi » pour désigner le Front patriotique rwandais (FPR). Au moment du génocide, elle a tardé à rompre avec le gouvernement intérimaire qui le réalisait et a continué à placer la menace du FPR au sommet de ses préoccupations. Elle a réagi tardivement avec l'opération « Turquoise », qui a permis de sauver de nombreuses vies mais non celles de la très grande majorité des Tutsi du Rwanda, exterminés dès les premières semaines du génocide. La recherche établit donc un ensemble de responsabilités, lourdes et accablantes."*** **(…)**

Toutefois, on peut s'étonner que la commission parle "d'aveuglement" tout en saluant le rôle de "plusieurs lanceurs d'alerte qui qui ont été ignorés et parfois même sanctionnés pour leur refus de se soumettre à la politique élyséenne. (Tel le Colonel René Galinié dont la carrière a été brisée). Comme si l'armée et les services secrets français pouvaient être aveugles !

■ LES PAYS DE L'ALBA-TCP ONT APPRIS A LIRE ET A ECRIRE A ENVIRON 4 MILLIONS DE PERSONNES.

Pendant que les pays impérialistes occidentaux continuent à faire la guerre et à semer la misère sur la planète, les pays de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique (ALBA-TCP) poursuivent leur action au bénéfice de l'humanité. C'est ce que nous rappelle l'article de Ana Laura Palomino Garcia dont nous reprenons des extraits. *(Granma 1er Mars 2021).*



"Malgré le fléau de la pandémie de covid-19, l'alphabétisation de quelque quatre millions de personnes est un constat qui, en matière d'éducation, confirme la pertinence de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (alba-tcp) en tant que bloc régional capable d'articuler des politiques au service du bien-être des peuples qui la composent. C'est ce qui est ressorti de l'intervention de Sacha Llorenti, Secrétaire exécutif de l'alba-tcp, dans le cadre de la réunion des ministres des pays membres de l'Alliance, qui ont apprécié les efforts nationaux et la complémentarité des expériences qui ont permis de surmonter les contraintes imposées par le sars-cov-2 à l'éducation.

Les participants ont particulière-ment souligné le rôle de Cuba dans l'amélioration de l'éducation dans la région, en mettant l'accent sur la formation des professionnels de la santé. « Plus d'un million de personnes ont terminé leur éducation de base et 1 469 jeunes ont obtenu leur diplôme à l'École de médecine latino-américaine (elam) de La Havane », a rappelé Llorenti. Prenant la parole à ce forum, la ministre cubaine de l'Éducation, Ena Elsa Velazquez Cobiella, a réitéré l'engagement de son pays en matière de coopération avec les pays dans le besoin, et elle a exposé les détails de la gestion de l'éducation dans les conditions de quarantaine épidé-miologique, à travers la plateforme numérique Cubaeduca et le système des cours télévisés.

Pour sa part, José Ramon Saborido Loidi, ministre cubain de l'Enseignement supérieur, s'est engagé envers ses homologues à apporter son plein soutien pour garantir la réalisation des objectifs éducatifs fixés dans le plan de travail post-pandémique, et il a exhorté à « encourager le développement d'expériences virtuelles de promotion des valeurs humanistes et de la solidarité ».

Selon le compte Twitter officiel de l'alba-tcp, le ministre vénézuélien de l'Éducation Aristobulo Isturiz s'est référé quant à lui au programme « Chaque famille une école », un plan éducatif mis en œuvre par le gouvernement en pleine pandémie pour assurer l'éducation des enfants vénézuéliens, qui se poursuit malgré l'application de mesures coercitives unilatérales contre la nation bolivarienne.

De même, Antigua-et-Barbuda a partagé son expérience pédagogique depuis le début de la pandémie avec la formation des enseignants et des professeurs à des méthodes pédagogiques différentes de celles d'une salle de classe, et la formation des parents et des élèves à leur adap-tation.

SUGGESTION DE LECTURE

- ***https://www.investigaction.net/fr / À l'assaut du ciel : pour le 150e anniversaire de la Commune de Paris.***
- ***https://www.mondialisation.ca / Les esprits confinés par Marie-France de Meuron.***

BILLET DU CNCP

MARCHONS ENSEMBLE POUR ALLER LOIN !

*Ce samedi 17 avril, se tenait à la salle Yvon ROISIER de Ducos, le quatrième séminaire "**Savoir pour Agir**" organisé par **Jik An Bout**. Le thème de la rencontre était : "**Stratégie et tactiques dans les luttes de libération nationale**"*

La nécessité de respecter des mesures de protection sanitaire imposées par la pandémie de Covid 19 avait contraint les organisateurs à limiter le nombre d'inscriptions. Cela n'a pas empêché que les participants, venus d'horizons très divers, aient pu bénéficier d'échanges d'une grande richesse. Militants et militantes jeunes ou âgés.es, organisés.es ou pas, ont pu largement s'exprimer.

A notre avis, ce séminaire à salutairement contribué à renforcer en nous une même volonté : "Marchons ensemble pour aller loin"

Intervention d'ouverture présentée par Alain LIMERY

" Nul ne peut nier que la Martinique est toujours une colonie de la France et que cette dernière use de tous les moyens à sa disposition pour que la situation perdure. Conscients de cette situation, et viscéralement obstinés à la faire évoluer, avec la ferme volonté que notre pays soit indépendant et souverain, des jeunes martiniquais se sont engagés dès le début des années 1960, à conduire des actions pour soustraire notre pays de la tutelle Française, et parvenir à la libération Nationale. Le séminaire de ce jour, n'a pas seulement pour but de faire un bilan de nos luttes menées pour la libération nationale, mais surtout d'enrichir nos réflexions en prenant en compte :

1- l'actualité politique économique, sociale de notre pays, en particulier les mouvements de contestation qui le secouent depuis de nombreux mois, pour beaucoup initiés par une fraction de notre jeunesse.

2- les nouvelles formes de luttes populaires qui se manifestent au plan international

3- les leçons des luttes révolutionnaires menées dans le monde au cours de ces dernières décennies.

La situation générale actuelle est complexe et préoccupante. Les bonnes réponses à porter ne peuvent être que le fruit d'une réflexion s'appuyant sur les leçons portées :

- par la Grande Révolution Haïtienne dont trop peu de gens connaissent la portée universaliste,

- par les épopées de Simon BOLIVAR et de tous les autres dirigeants qui ont oeuvré à la libération Nationale de l'Amérique du centre et du Sud ;

- par la Révolution Cubaine qui résiste à un embargo criminel occidental

- par la révolution menée par le New Jewal Movment de Grenade sous la direction de Maurice Bishop et qui a été écrasée par une intervention militaire Etatsunienne.

- par la Révolution Bolivarienne initiée par Hugo CHAVEZ au Venezuela et enfin,

- par le sabordage orchestré contre les gouvernements anti-impérialistes au Brésil et ailleurs.

Comment pourrions-nous avancer dans le chemin de l'émancipation de notre peuple sans être au fait de la stratégie des pays impérialistes et des multinationales :

- Le renforcement de la dictature de la finance,

- l'espionnage et la manipulation de masse permises par les nouvelles technologies contrôlées par les multinationales,

- le non-respect du droit international avec des interventions militaires, des sanctions illégales contre des pays souverains, un soutien ouvert à la subversion, etc.

Dans un tel contexte, la lutte pour la libération nationale et pour l'émancipation de notre peuple ne saurait être victorieuse si nos actions ne relevaient que de la révolte spontanée, de batailles improvisées ou de seules réactions défensives face aux attaques des adversaires.

Il est absolument indispensable que tous ceux et toutes celles qui luttent sincèrement et lucidement pour la cause s'accordent autour d'une stratégie globale de lutte. Rappelons que la stratégie concerne le projet général et le plan que celui-ci inspire visant à atteindre un but précis. Elle implique un « ensemble d'actions coordonnées, d'opérations habiles, de manœuvres en vue d'atteindre ce but». On en parle souvent pour ce qui concerne le domaine militaire, mais cette définition vaut pour tout ce qui relève de la confrontation ou de toute entreprise humaine. La stratégie se distingue de la tactique par le fait que cette dernière se rapporte à l'organisation et à la marche suivie pour réussir.

Une chose est sure : qu'il s'agisse de stratégie ou de tactique, nous ne parviendrons jamais à en définir de victorieuses si nous ne nous appuyions pas solidement sur la force de PENSEE COLLECTIVE.

C'est en mettant de côté nos divergences secondaires, les aliénations qui poussent à croire qu'on est individuellement capable de dire ce qui est la « bonne solution », la « bonne méthode » ou la « seule vérité », c'est ainsi, disons-nous, que nous tracerons le bon chemin vers la libération et l'émancipation. Pour notre part, nous croyons aux vertus de la tolérance, du respect mutuel, de la complémentarité et du consensus. Nous croyons aussi que notre pays à un apport particulier à faire à l'humanité. Parce que, s'il est vrai qu'il est l'un des derniers à rester sous l'emprise d'une domination coloniale directe, il est aussi vrai que son parcours historique a fait de lui un creuset dans lequel se sont confrontées toutes les civilisations sur la base d'une solide matrice africaine. Tout au long de notre histoire, notre peuple a su se montrer résistant et faire preuve de résilience et cela ne changera pas.

Nous souhaitons que nos échanges soient fructueux et que ce séminaire nous permette de faire un pas de plus dans la bonne direction."

FEMMES COURAGEUSES DE LA COMMUNE DE PARIS

Nous avons relevé sur le site « Investig'action » de Michel COLLON ce très intéressant article de Martha GREVATT qui met en lumière le rôle des femmes dans la Commune de Paris. Nous le reproduisons intégralement à votre attention.

"Martha Grevatt revient sur le rôle essentiel qu'ont joué les femmes dans la Commune dont on célèbre le 150e anniversaire. En face, les bourgeois de Versailles fustigeaient ces « pétroleuses » pour avoir abandonné leurs « devoirs féminins ». Mais les femmes de la Commune étaient éprises de liberté et rien ne pouvait les arrêter, à l'instar de la remarquable Louise Michel. De toutes les nobles causes, elle soutiendra les Kanaks, les Algériens ou encore les Vietnamiens aux prises avec l'impérialisme. (IGA)

Ce mois de mars marque le 150e anniversaire de la fondation de la Commune de Paris.

La Commune a été établie lors d'un conflit inter-capitaliste sanglant, nommé Guerre Franco-Prussienne. En 1871, les ouvriers parisiens s'étaient révoltés contre le Gouvernement français de Défense nationale, siégeant à Versailles, qui avait l'intention de céder une partie de la France aux troupes des envahisseurs prussiens et de leur payer une amende.

Le 18 mars 1871, des femmes se sont emparées de canons appartenant à la milice populaire appelée Garde nationale. La Garde refusa de faire feu sur les femmes et repoussa les tentatives des troupes versaillaises de récupérer les canons.

Alors que la Garde nationale avait le contrôle de Paris, on prévit d'élire un nouveau gouvernement ouvrier, le premier de l'espèce. Mais la population s'inquiétait de la défense militaire de la ville. Dès le premier jour, les femmes assumèrent toute une série de tâches, certaines traditionnelles, comme les soins aux enfants, et d'autres moins. Elles cousirent des sacs de sable – et certaines femmes aidèrent à les entasser sur les barricades. Des femmes s'occupaient des blessés en tant qu'ambulancières.

De nombreuses soignantes portaient des fusils ou des revolvers et tirèrent sur les troupes du gouvernement de Versailles.

Il y eut de nombreuses organisations de femmes, tels les Comités de Vigilance des femmes et l'Union des femmes pour la défense de Paris. Ce dernier était affilié à la Première Internationale, menée à Londres par Karl Marx. Il y eut de nombreux clubs sociaux où avait lieu une discussion politique. Beaucoup se tenaient dans des églises qui avaient été réquisitionnées. Certains de ces clubs étaient spécifiquement réservés aux femmes.

L'éducation publique fut restructurée, indépendamment de l'Église catholique, avec des écoles mixtes pour filles et garçons. Des ateliers furent instaurés par les organisations de femmes, créant des emplois pour les femmes qui fabriquaient des produits nécessaires sur le champ de bataille, y compris des cartouches et des sacs de sable. Des préposées dirigeaient les cantines militaires, assurant le ravitaillement des soldats de la Commune.

Des femmes aidèrent à mettre en œuvre l'obligation édictée par la Commune que tous les hommes âgés de 19 à 40 ans s'engagent dans la Garde nationale – elles pourchassèrent et démasquèrent les resquilleurs. Elles dénoncèrent publiquement des officiers de police et leurs épouses comme agents de Versailles. De toutes ces façons, des femmes défendaient et promouvaient une vision d'une toute nouvelle société. Leur rêve fut réduit à néant par une campagne de terreur qui se termina le 28 mai avec 20.000 communards tués, leurs corps empilés dans des fosses communes, et plus de 43.000 arrestations. Parmi les victimes du massacre se trouvaient des passants et des enfants.

Les Pétroleuses

Le terme de « pétroleuse » fut inventé par la bourgeoisie pour discréditer les Communardes. Celles-ci furent attaquées non seulement pour avoir abandonné leurs « devoirs féminins » en tant qu'épouses et mères, mais elles furent aussi accusées d'allumer les feux qui faisaient rage dans Paris pendant les derniers jours de la Commune. Alors que les charges d'incendies criminels étaient largement infondées, les meneuses qui émergèrent de cette lutte de 72 jours, portaient bien une passion incendiaire envers l'égalité et la justice. La plus célèbre de ces meneuses hors du commun fut Louise Michel, qui possédait aussi bien le talent de tenir un fusil que celui d'oratrice politique. Elle a joué de nombreux rôles comme présidente du Comité de vigilance des femmes, y compris la mobilisation des femmes pour soigner les blessés. Elle défendit le droit des prostituées – qui n'avaient pas de travail régulier ou devaient compléter leurs maigres revenus – à servir d'infirmières. Certains hommes s'opposaient à leur présence.

Alors que des milliers de personnes arrêtées étaient rassemblées, Louise Michel échappa à la capture, mais elle se rendit en apprenant que sa mère avait été arrêtée à sa place.
On retrouvait parmi les autres dirigeantes de la Commune Béatrix Excoffon, André Leo, Elisabeth Dmitrieff (la responsable, âgée de 20 ans, de l'Union des Femmes), Nathalie Lemel, Anna Jaclard et Sophie Poirier. Beaucoup d'entre elles, comme Louise Michel, furent jugées et condamnées à de lourdes peines, y compris le bannissement dans une forteresse, des travaux forcés à perpétuité, des années d'emprisonnement ou l'exil dans des colonies pénitentiaires françaises, notamment la Guyane colonisée par les Français, en Amérique du Sud et la Nouvelle-Calédonie, dans l'océan Pacifique.

Beaucoup de ces femmes exceptionnelles ne manifestèrent aucun remords lors de leur procès. Michel a, mémorablement, déclaré à la Cour : « Je vous appartiens. Prenez ma vie si vous la voulez ». Elle fut bannie dans une forteresse de Kanakry.

Lemel a témoigné sans s'excuser : « J'ai établi un manifeste avec quatre autres femmes. J'ai coopéré pour construire des barricades ». Sa sentence fut la même que celle de Michel (Edith Thomas, « Les Pétroleuses »).
Parmi les nombreuses femmes moins connues, qui furent aussi jugées et condamnées, il y avait des relieuses, couturières, cartonnières, fabricantes de lacets, prostituées et femmes au foyer. Les ouvrières avaient formé la base de l'Union des Femmes et des Comités de Vigilance.

Louise MICHEL

Solidarité anti-coloniale

Louise Michel appuya en 1871 la révolte de 200.000 Algériens contre le pouvoir français. Elle fraternisa avec les rebelles qui, en même temps que 4.200 communards, étaient exilés à Kanakry. Michel embrassa la cause des indigènes kanaks, apprenant leur langue et utilisant ses talents d'enseignante pour offrir l'éducation aux enfants et aux adultes. Elle supporta le soulève-ment de 1878 contre le vol des terres sous la politique française de « cantonnement ». Son leader, le Chef Atai, fut parmi les 1.200 tués quand la France réprima la rébellion. « Les Kanaks recherchaient la même liberté que nous avions cherchée lors de la Com-mune », écrivit Michel. On se souvient encore de sa solidarité à Kanakry, où une école primaire est nommée en son honneur. (Nic Maclellen, « Louise Michel »).

En 1880, une amnistie générale fut accordée à tous ceux qui avaient été condamnés en connexion avec la Commune de Paris. Après son retour à Paris, Michel co-présida une conférence réclamant l'amnistie pour les rebelles algériens. Elle condamna l'agression impérialiste française à Mada-gascar et au Vietnam. « En aucune manière, je n'aurais pu m'empêcher de sacrifier ma vie à la révolution », écrivit Michel dans ses Mémoires.

L'esprit de 1871 est toujours vivant !"

Source: Workers World (Traduit de l'anglais par J.H. pour Investig'Action)

AGENDA

Samedi 1er Mai 2021

Célébration
de la journée internationale de lutte des travailleurs et des travailleuses

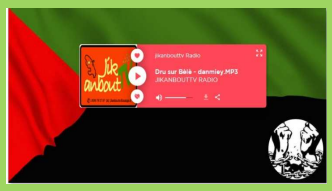
Vous êtes tous et toutes invité.e.s à venir visiter le stand du CNCP et de Jik An Bout et à y échanger avec nos militants.es.

(En face de la Maison des Syndicats)

A découvrir

Sur www.jikanbouttv.com
& sur la page facebook Jik An Bout :

** Jean ABAUL, Président du CNCP parle de l'actualité Politique*
** Actualité internationale et déconstruction de la propagande impérialiste avec Robert SAE*



Radio Jik an bout : https://jikanbouttv.com/radio/

★★★